EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 19 octobre 2017

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 23 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Martine CESARI - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Bernard JACQUIER - Eric LE DISSÈS - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Alexandre GALLESE.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Christophe AMALRIC - Gérard BRAMOULLÉ - Gaby CHARROUX - Daniel GAGNON - Nicolas ISNARD - Richard MALLIÉ - Pascal MONTECOT - Jean-Pierre SERRUS - Martine VASSAL.

Monsieur le Président a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

TRA 017-2490/17/BM

■ Approbation d'une convention de cofinancement avec l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône pour une étude d'avant-projet de voies réservées aux bus et cars sur l'extrémité A7-L2 dans les 2 sens

MET 17/4850/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La question de la mobilité sur l'aire métropolitaine Aix-Marseille-Provence ressort comme une priorité pour tous les acteurs du territoire. Cette mobilité est dépendante très majoritairement de l'automobile, cause essentielle de la congestion des réseaux routiers et autoroutiers, avec pour conséquence des incidences économiques et financières conséquentes, des sources d'inégalités, et d'atteintes à la santé et à l'environnement.

Face à la rareté des ressources publiques et à l'accroissement de la demande de mobilité, il devient encore plus indispensable de développer une mobilité durable, et soutenable financièrement. L'aménagement de voies bus sur autoroute est l'une des pistes prometteuses de solution efficace à court/moyen terme. Elle préfigure également le futur réseau «métroexpress», présenté dans l'Agenda métropolitain de la mobilité, fondé sur des connexions en transport en commun, rapides et performantes, entre les grands pôles générateurs de déplacement du territoire métropolitain.

Cet itinéraire autoroutier sur l'A7, reliant la L2 et Marseille, est situé sur une aire à fort enjeu de mobilité alternative, grâce au délestage produit par la mise en service de la L2. En effet, une première section a été mise en service en novembre 2016, en connexion avec l'A50 ; la mise en service de la section nord en connexion avec l'A7 étant prévue pour le début de l'année 2018.

La présente convention concerne l'étude d'Avant Projet de réalisation de voies réservées aux bus et cars, sur la section terminale de l'A7. Elle s'inscrit dans les réflexions en cours sur le devenir des terminaisons

Signé le 19 Octobre 2017

Reçu au Contrôle de légalité le 26 octobre 2017

autoroutières A7 (axe Aix-Marseille) et A50 (axe Aubagne-Marseille), dans les deux sens de circulation, suite à la mise en service de la L2 et de ses effets de délestage.

Cette étude d'Avant Projet d'aménagements de voies bus sur cette section d'autoroute, qui constitue l'extrémité de l'A7 en entrée et sortie de Marseille, doit permettre de préciser les sections aménageables, complétant ainsi la section de voie bus déjà en service sur l'A7 (terminaison A7 en entrée de Marseille sur 2 km). Elle permettra également de définir le coût des travaux d'aménagement retenus, qui feront l'objet d'une prochaine convention de cofinancement pour leur réalisation.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de financement de l'État, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour engager une étude d'Avant Projet de voies réservées aux bus et cars, dans les deux sens, sur la partie terminale de l'Autoroute A7, entre le secteur des Arnavaux et le quartier Saint-Charles.

Le montant global de l'étude s'élève à 150 000 euros TTC. La participation de la Métropole s'élève à 37 500 euros TTC soit 25 % du montant global. La répartition entre les autres financeurs est la suivante :

Financier	Montant	Part
État	37 500,00 €	25 %
Région	37 500,00 €	25 %
Département	37 500,00 €	25 %
Métropole	37 500,00 €	25 %
Total	150 000,00 €	100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Contrat de Plan État-Région (CPER) de 2015-2020 signé entre la Région et l'État le 29 mai 2015, modifié par avenant numéro 2 approuvé le 3 juillet 2016, et avenant numéro 3 approuvé le 3 novembre 2016;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 ;

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Signé le 19 Octobre 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 26 octobre 2017

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de financement de l'étude d'Avant Projet à engager sur la partie terminale de l'A7 entre le secteur des Arnavaux et le Quartier de Saint Charles, pour un montant global de 150 000 euros TTC, avec une participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 37 500 euros TTC, correspondant à 25% du montant global forfaitaire.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole, en AP/CP n°2015-1 chapitre 20, nature 204

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Mobilité, Déplacements et Transports

Jean-Pierre SERRUS